



## NOUS ALLONS INSTAURER UN CLIMAT DE CONFIANCE

« L'inégalité croissante au sein des pays et entre eux compromet nos efforts pour assurer l'avenir que nous souhaitons. L'inégalité conduit à la méfiance entre les pays et à la méfiance des citoyens à l'égard des institutions de gouvernance. Elle contribue à des actes de xénophobie, de racisme, d'intolérance, de discours de haine et de désinformation. Nous condamnons tous ces actes. Nous nous attaquerons aux causes profondes des inégalités, notamment la violence, les violations des droits de l'homme, la corruption, la marginalisation, la discrimination sous toutes ses formes, la pauvreté et l'exclusion, ainsi que le manque d'éducation et d'emploi. Il en va de notre responsabilité ».

*Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.*

« Regagner la confiance des gens, s'attaquer à la désinformation, organiser des campagnes, des conférences, des collectes de fonds pour fournir des fonds pour les solutions qui seront introduites pour résoudre ces problèmes. Créer une meilleure image de l'ONU aux yeux du monde ».

*Mouvement international de l'Inde auprès des Nations unies, 16-30 ans, professions et sexes mixtes.*

### DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

## DES DIALOGUES DE L'ONU75<sup>1</sup>

### OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Les participants du monde entier ont discuté des défis cumulés qu'ils rencontrent et qui conduisent à un profond pessimisme quant à notre capacité à faire face au changement climatique et aux conflits, et à une frustration croissante face aux disparités croissantes en matière de richesse et d'inégalité, exacerbées pendant la pandémie. Ils ont parlé d'une crise de confiance à la fois dans les institutions gouvernementales et parmi les personnes au sein de la société. La confiance a été considérée comme cruciale pour maintenir la cohésion sociale et faire progresser le développement, ainsi que pour garantir la volonté des citoyens de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Les participants du monde entier ont **constaté un effondrement croissant de la confiance entre les individus et les gouvernements et institutions internationales**. L'incapacité des acteurs nationaux et internationaux à apporter des changements rapides et positifs, la montée de la corruption, l'évasion fiscale généralisée, la diffusion de l'autoritarisme et de l'extrémisme, et le manque de responsabilité des acteurs gouvernementaux ont été identifiés comme des facteurs clés qui sapent la confiance dans les organes de gouvernance. Les jeunes ont souligné qu'une responsabilité insuffisante entraîne une perte d'intérêt et d'engagement des jeunes dans

la politique, qui est par conséquent considérée comme ennuyeuse et sans rapport avec leur vie actuelle, ou, au mieux, comme quelque chose sur lequel ils n'ont pas d'influence.

Les participants de toutes les régions ont discuté de **la propagation rapide des fausses nouvelles, des attaques contre la cybersécurité et d'autres menaces à la vie privée des gouvernements et des individus**. Ils ont soulevé des préoccupations particulières concernant la désinformation pendant les cycles électoraux.

De nombreux dialogues avec de jeunes étudiants en Chine, en Corée du Sud et en Norvège ont soulevé la question des avancées technologiques et de la mécanisation. Ils ont exprimé leur inquiétude quant au fait que les nouvelles machines et l'intelligence artificielle remplaceront la main-d'œuvre de demain, en particulier les emplois des travailleurs à bas salaires. Ils ont exprimé leur incertitude quant à l'avenir du marché du travail et à l'adaptabilité des travailleurs aux nouvelles compétences requises. De nombreux étudiants considèrent la technologie comme une menace majeure pour les futurs marchés du travail, tandis que d'autres sont convaincus que la jeune génération innovera pour relever les défis futurs.

### OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants au dialogue ont plaidé pour un monde où ils peuvent faire confiance à leurs institutions, à leurs dirigeants et aux médias. Ils veulent que les gouvernements soient tenus responsables de leurs actions, que les médias

communiquent clairement et en toute sécurité, et que les Nations unies soient plus fortes aux yeux des citoyens du monde.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

Les participants à de nombreux dialogues, en particulier les jeunes des pays à développement humain élevé, ont appelé à un monde dans lequel leurs **gouvernements cessent d'agir uniquement dans leur intérêt national et commencent à agir dans l'intérêt du développement international**. Ils ont souligné que le renforcement des institutions gouvernementales, de la transparence, des processus démocratiques et de la responsabilité des dirigeants sera la clé de l'élaboration de solutions durables aux niveaux national et international.

Les participants ont appelé à **un monde où la création d'emplois, la protection sociale et les droits des travailleurs sont garantis et où les riches sont incapables d'exploiter ceux qui créent de la valeur en leur nom. Les travailleurs et d'autres personnes ont demandé un monde dans lequel la fiscalité est appliquée, est juste et favorise l'égalité**.

Les dialogues entre les régions ont souligné **la nécessité de lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles, ainsi que de prévenir les violations de la sécurité et de la vie privée nationales, institutionnelles et individuelles**. Ils ont souligné l'importance de la liberté des médias nationaux en tant que pilier essentiel de l'établissement de la confiance.

« Aujourd'hui, nous vivons une période de changements rapides, ces changements affecteront directement le futur monde du travail. L'innovation est l'une des principales forces motrices du changement. Ces changements apporteront à la fois des opportunités et des défis ».

*Dialogue organisé par l'ONU, Chine, 16-30 ans, étudiants, mixte.*

## COMMENT Y PARVENIR

En plus des propositions relatives à l'instauration de la confiance identifiées dans d'autres résumés d'engagements, les participants ont proposé les solutions spécifiques suivantes pour rétablir la confiance au niveau national et international.

### Renforcer la responsabilité des SDG

**Les participants ont appelé les Nations unies et les États membres à faire face aux tensions internationales induites par les intérêts économiques, financiers et militaires nationaux, et à tenir leurs dirigeants responsables de leurs actions en faveur des intérêts mondiaux.** En Corée du Sud, les participants ont plaidé pour la fin de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, qui était considérée comme exacerbant d'autres tensions internationales en Asie de l'Est.

Les participants ont demandé aux gouvernements de **s'attaquer à la corruption et à la fraude fiscale** :

- La lutte contre l'évasion fiscale a été soulignée par rapport aux principaux acteurs de la technologie. Les participants égyptiens ont proposé de moderniser les politiques antitrust pour lutter contre les monopoles dans le domaine du commerce électronique, des technologies de l'information et de l'intelligence artificielle.
- Aux États-Unis, les participants ont plaidé en faveur d'un « nouveau pacte fiscal » pour lutter contre les régimes fiscaux inéquitables et les flux financiers illicites issus de la corruption et de l'évasion fiscale.
- Parmi les autres propositions, citons l'introduction d'impôts sur la fortune, de surtaxes sur les secteurs réalisant des

bénéfices disproportionnés, l'imposition des entreprises numériques et la promotion d'une fiscalité des entreprises équitable qui évite le déplacement des bénéfices et l'évasion fiscale.

## Lutter contre la désinformation et protéger la liberté des médias

Les participants ont exhorté les gouvernements nationaux, les médias et les organisations des Nations unies à **élaborer des lois pour lutter contre la désinformation et la désinformation dans les médias sociaux, en particulier pendant les élections**. Ils ont également proposé d'introduire une formation sur la navigation sur Internet et sur la manière de distinguer les sources Internet exactes, et d'explorer les normes et mécanismes internationaux de vérification des faits en ligne. Les jeunes Chinois ont suggéré que les innovations technologiques utilisant des données volumineuses pourraient permettre de lutter contre les fausses nouvelles.

« La désinformation doit être abordée à tous les niveaux et dans tous les pays, et des précautions de cybersécurité doivent être adoptées, afin de maintenir la confiance et de réduire le risque de croire à la désinformation ».

*Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, Suisse, 16-30 ans, professions mixtes, principalement des femmes.*

Au Tadjikistan, les participants ont appelé les **Nations unies et les organisations non gouvernementales à appliquer les lois qui protègent la liberté d'information**, notamment la protection des journalistes contre la censure et les limitations appliquées par certains gouvernements. Dans un dialogue en ligne, les participants du monde entier ont discuté de la couverture médiatique déséquilibrée des situations d'après-conflit, affirmant que :

« les médias ne couvrent pas très bien les phases d'après-conflit, ce qui rend difficile la transmission de ce que les missions de maintien de la paix tentent de faire et du succès qu'elles apportent »

*Dialogue en ligne organisé par UN Academic Impact, avec un mélange d'âges et de professions.*

En plus de traiter des questions de gouvernance structurelle qui menacent la liberté d'information, les recherches qui montrent les meilleures pratiques pour les journalistes peuvent éclairer l'élaboration des politiques visant à garantir la liberté d'information. Les participants ont également appelé à un accroissement des investissements dans l'enseignement du journalisme, notamment par l'octroi de bourses pour soutenir les études de journalisme critique.

## Renforcer la confiance dans les Nations unies par l'intensification de la sensibilisation et de la communication sur son travail

Les participants du monde entier, et en particulier d'Europe, ont souligné la nécessité pour le Secrétaire général et l'ensemble du système des Nations unies **d'améliorer la communication des Nations unies en élargissant la couverture médiatique du public et en garantissant l'impartialité des reportages dans tous les pays**.

Les participants à de nombreux dialogues, dont de jeunes participants, ont **encouragé les Nations unies à améliorer leur représentation dans les médias traditionnels et nouveaux**. Au-delà du simple exercice de relations publiques, cela permettra de sensibiliser les communautés du monde entier à l'importance d'être des citoyens du monde responsables, et de tenir les jeunes et les acteurs locaux informés des activités de l'ONU et de l'impact de son travail dans tous les secteurs et toutes les régions. En Géorgie, un participant a suggéré que :

« le Secrétaire général de l'ONU soit plus présent dans les médias et parle plus souvent directement à la presse »

*ONG Youth Initiative for Democracy, Géorgie,  
16-30 ans, professions mixtes.*

En Mongolie, un participant a affirmé que :

« l'ONU doit accroître et développer son travail de relations publiques en communiquant et en présentant ses réalisations reconnues et respectées »

*Dialogue organisé par ONU Mongolie,  
46-60 ans, cadres et professionnels.*

**Les jeunes ont souligné la nécessité d'accroître la présence des Nations unies sur les médias sociaux**, où les jeunes utilisateurs des médias sociaux s'engagent, et de les encourager à participer aux processus politiques internationaux et à faire ce qu'ils peuvent dans leurs communautés pour atteindre des objectifs mondiaux communs et relever des défis mondiaux communs.

Les participants ont appelé les personnes travaillant sur divers projets au sein du **système des Nations Unies à collaborer davantage avec les médias locaux afin d'accroître l'engagement local sur les questions mondiales**. En Mongolie, les participants ont proposé de développer des partenariats avec des journalistes et des correspondants spécialisés travaillant sur d'importants défis mondiaux, d'investir dans des documentaires scientifiques sur le développement durable et d'encourager les journalistes à participer au programme des Volontaires des Nations Unies pour visiter des zones fragiles afin de s'informer et de rendre compte des efforts d'aide locaux. Aux États-Unis, les participants ont encouragé l'Association des Nations unies à créer une base plus solide de soutien en ligne par le biais d'un site web ou d'une base de données contenant des informations facilement accessibles et digestibles sur ses activités.

## APERÇU DE LA RECHERCHE<sup>2</sup>

### Publications universitaires

- Boon & Mégret, eds (Europe) 2019 "[Special Issue: The Accountability of International Organizations](#)" International Organizations Law Review.
- Dellmuth, Scholte & Tallberg (Europe) 2019 "[Institutional sources of legitimacy for international organisations: Beyond procedure versus performance](#)" Review of International Studies.
- Hooghe, Lenz and Marks (Europe) 2018 "[Contested world order: The deligitimation of international governance](#)" The Review of International Organizations.
- Omrani (Northern Africa and Western Asia) 2016 "[The Responsibility of the UN for the Actions of its Employees](#)" al-Haqīqah Journal [Arabic].
- Tallberg, Bäckstrand & Scholte, eds (Europe) 2018 [Legitimacy in Global Governance: Sources, Processes, and Consequences](#).
- Von Billerbeck (Europe) 2019 "[Mirror, Mirror On the Wall: Self-Legitimation by International Organizations](#)" International Studies Quarterly.

### Recherche et rapports sur les politiques

- Dag Hammarskjöld Foundation (Europe) 2020 [The Art of Leadership in the UN: Framing What's Blue](#).
- Dag Hammarskjöld Foundation (Europe) 2020 [The UN: A Champion for Youth?](#)
- Security Council Report (Northern America) 2019 [The Rule of Law: Retreat from Accountability](#).

- Chicago Council on Global Affairs (Northern America) 2019 [Leading Change in UN Organizations](#).
- T20 Argentina (Latin America & Caribbean) 2020 [Innovating Global Governance: bottom-up, the inductive approach](#).

### Commentaires et articles d'opinion

- The Hill 2020 "[UN peacekeeping has a sexual abuse problem](#)".
- OpinioJuris 2019 "[International Organizations Accountability Symposium: Reputation and Accountability](#)".
- Pew Research Center 2019 "[UN gets mostly positive marks from people around the world](#)".

### Ressources de données et outils

- Affolder 2017 [An Accountable UN Development System for the 21st Century](#) (Study commissioned by the UN Economic and Social Council).
- UN Department of Economic and Social Affairs 2020 [World Social Report 2020: Inequality in a Rapidly Changing World](#).
- UN Joint Inspection Unit 2020 [Review of the state of the investigation function: progress made in the UN system organizations in strengthening the investigation function](#).
- UN Secretary-General 2020 "[Tackling the Inequality Pandemic: A New Social Contract for a New Era](#)" (Mandela Lecture).

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».